

## CSO Objets Trouvés : Les conduites économiques (saison 2 - épisode 10)

*Transcription de la discussion avec Sophie Dubuisson-Quellier (février 2024)*

Bonjour et bienvenue à tous et à toutes. Vous écoutez le podcast Objets trouvés du Centre de sociologie des organisations, le CSO. Nous vous proposons des récits de nos chercheuses et chercheurs en sciences humaines et sociales autour de leurs relations à leurs objets de recherche. Aujourd'hui, nous recevons Sophie Dubuisson-Quellier. Installez-vous confortablement, nous sommes ensemble pour une vingtaine de minutes.

**CSO :** Bonjour Sophie.

**Sophie Dubuisson-Quellier :** Bonjour Samia.

**CSO :** Vous êtes directrice de recherche CNRS et directrice du CSO depuis quasiment un an. Votre objet de recherche est souvent associé à la consommation avec l'apparition de votre livre qui s'appelle *La consommation engagée* qui est paru en 2018 qui a même été traduit en chinois. Mais vous préférez le terme de conduites économiques et nous allons détailler ensemble ce que cela recouvre.

Tout d'abord, vous avez un DEA d'économie appliquée et un doctorat de sociologie qui vous apporte une connaissance marchande et également une maîtrise des outils de la sociologie. J'aimerais savoir de quelle manière cela a influencé votre approche, votre questionnement de chercheuse.

**Sophie Dubuisson-Quellier :** Oui, initialement mon parcours vient des sciences politiques et de l'économie avec l'Institut d'Étude Politique de Grenoble puis en effet un DEA d'économie appliquée. Je suis également passée par une formation en micro-économie à Montréal et j'ai poursuivi en thèse en sociologie. Alors en fait, les questions de l'économie m'intéressent beaucoup et notamment la question que j'ai traitée pendant ma thèse est une question assez classique qui consiste à essayer de comprendre comment l'offre et la demande en fait s'accordent, s'apparient, s'ajustent. Mais, j'ai utilisé pour cela les outils de la sociologie et notamment puisque je faisais ma thèse au CSI, au Centre de sociologie de l'innovation avec Michel Callon, j'ai souhaité utiliser la sociologie des sciences et donc accorder un intérêt particulier aux objets en fait dans la coordination économique à une époque où au CSI, personne à part Lucien Karpik, ne travaillait sur l'économie. Donc, pendant ma thèse en fait j'ai essayé de comprendre cette question de l'appariement entre l'offre et la demande en suivant les opérations qui étaient faites par les entreprises, les acteurs dans l'entreprise pour essayer de se représenter ce qu'était la demande et de s'y ajuster de manière permanente. J'ai montré le rôle des dispositifs marchands dans cette coordination économique et j'ai surtout montré qu'en fait il y avait une forte asymétrie de pouvoir entre l'offre et la demande puisqu'il s'agit moins de s'adapter à la demande que d'adapter la demande de manière récurrente aux intérêts de l'offre.

**CSO** : Oui justement on va y revenir parce que c'est cet aspect très original finalement de votre approche. Alors justement on va parler maintenant des conduites économiques. Vous étudiez comment ces conduites sont façonnées, sont fabriquées par les marchés qui en fait sont les entreprises. Vous le voyez également du côté du monde militant, également du côté du monde politique donc c'est vraiment cette tripartie. Expliquez-nous ces emprises de ces trois mondes sur nos conduites.

**Sophie Dubuisson-Quellier** : Oui donc en fait dans le cadre de ma thèse j'avais montré et puis c'était aussi en fait une découverte assez importante pour moi que c'est les conduites des consommateurs en fait sont extrêmement façonnées par les acteurs de l'offre donc les entreprises, ceux qui conçoivent les produits, ceux qui les mettent en marché et que en fait ce travail de construction des conduites des consommateurs se faisait beaucoup en fait par les choix des propriétés, des qualités des produits mais aussi de la façon de les vendre, d'en faire la publicité donc tous les dispositifs de ce qu'on appelle l'intermédiation marchande. Et en fait comme je travaillais beaucoup sur des produits alimentaires après ma thèse, on était au tournant des années 2000, et je voyais de plus en plus arriver sur les marchés des acteurs militants puisque c'était le début des AMAP par exemple. Vous savez ce système de panier de fruits et légumes proposés par des maraîchers auprès de consommateurs, c'était le début des circuits courts. Je voyais arriver sur les marchés des acteurs militants, des associations, des organisations environnementales en fait qui essayaient de pousser les consommateurs à adopter des pratiques de consommation de plus en plus favorables à l'environnement et je me suis dit mais au fond il n'y a pas que les acteurs marchands en fait qui interviennent sur les marchés, il y a aussi des acteurs militants. Et donc, c'est ce qui a donné lieu à mes travaux sur la consommation engagée en fait qui visent moins à comprendre cette consommation engagée comme émanant de consommateurs qui d'un seul coup auraient des intérêts pour l'environnement mais plutôt comme un travail en fait de mobilisation porté par ce monde militant écolo en quelque sorte, qui essayait en fait de mobiliser d'aller recruter des consommateurs et pour ça qu'ils utilisaient en fait des répertoires, des outils du répertoire de l'action collective qui empruntaient beaucoup au monde marchand par exemple des labels de la publicité des marques des campagnes de communication des scores également enfin toute une série en fait d'outils qui étaient utilisés par le monde marchand. C'est comme ça que j'ai regardé le monde militant et puis après effectivement en travaillant sur cette consommation qui était de plus en plus favorable à l'environnement, je me suis dit mais enfin l'état a quand même un rôle assez important dans la fabrication de cette consommation, mais aussi plus généralement des conduites économiques. Du coup, j'ai étudié les politiques publiques de la consommation durable, de la consommation responsable, et j'avais les outils toute l'instrumentation marchande, les dispositifs marchands, j'avais les répertoires de l'action collective et j'ai regardé les instruments publics, une sorte de troisième pôle dans la fabrication de ces conduites des consommateurs et ça a donné lieu à mon travail sur la fabrication du gouvernement des conduites. En fait qui est le moyen par lequel les pouvoirs publics ciblent les individus pour déployer des outils de régulation économique qui concernent aussi les entreprises. Ce gouvernement des conduites est un gouvernement économique des conduites puisqu'il s'agit surtout d'orienter en fait les conduites individuelles par des outils économiques, par des instruments économiques et on

retrouve une partie de cette panoplie des instruments marchands. On retrouve les labels, on retrouve les scores, on retrouve les campagnes par exemple de communication ou de publicité.

**CSO** : Vous avez des exemples justement des conduites menées par l'état ? Quelles sont les grandes campagnes ?

**Sophie Dubuisson-Quellier** : Oui, en fait à cette époque-là, il y avait notamment tout le travail autour de la construction de conduites alimentaires favorables à l'environnement d'un côté, puis à la santé publique et également la santé publique. C'est ce qui a donné par exemple lieu au NutriScore que tout le monde connaît bien mais sur l'environnement il y a en fait des projets aussi d'Eco-score ou d'affichage environnemental depuis presque une vingtaine d'années maintenant. Il y a en fait cette volonté des pouvoirs publics d'essayer d'intervenir en fait sur des choix qui sont des choix individuels autour de l'alimentation avec des objectifs de bien commun, la santé publique, la protection de l'environnement, et cette régulation des conduites individuelles se fait beaucoup par des instruments marchands, des instruments économiques. Ce que j'ai montré dans l'ouvrage sur le gouvernement des conduites, c'est que ce pilotage, le gouvernement des conduites des consommateurs a aussi pour objectif de modifier les offres, d'exercer des formes de pression par le marché sur l'offre ou plutôt de montrer aux entreprises les intérêts qu'elles pourraient avoir à accéder à des consommateurs qui sont prêts en général à payer plus cher pour ces produits-là, donc en jouant sur tous les mécanismes propres au marché, la concurrence, les effets de réputation. Ce sont des outils aujourd'hui de régulation des conduites économiques, beaucoup plus des offreurs que des consommateurs ; c'est le paradoxe.

**CSO** : Est-ce que ça veut dire qu'en tant que consommateur, il est difficile d'échapper à ces méthodes, à ces politiques ?

**Sophie Dubuisson-Quellier** : oui, sachant que le marché est beaucoup plus puissant que les pouvoirs publics pour façonner ces conduites, notamment de consommation, oui alors ça c'est l'un des résultats de mes travaux. C'est que c'est vrai que la consommation dans la sociologie traditionnellement, elle est étudiée comme émanant de structures sociales, c'est à dire en fait la façon dont on a consommé chez ses parents les effets de socialisation de cette consommation, donc ça c'est tous les travaux de Bourdieu et même avant lui Wax, Veblen etc. qui montrent les très forts effets de structuration sociale des pratiques de consommation. Mes travaux vont de l'autre côté, c'est à dire plutôt du côté de cet encadrement très large des conduites de consommation, donc je mets l'accent sur le fort pouvoir de socialisation au choix par exemple qu'opèrent les marchés en encadrant très fortement ces conduites de consommation dans des espaces de choix qui sont très réduits et qui sont à la main des entreprises et qui visent surtout à protéger les intérêts des entreprises. Je montre en effet les effets d'encadrement par les pouvoirs publics et puis les effets aussi de certaines mobilisations collectives donc en fait tout mon travail sur la consommation, il vient bien moins des consommateurs eux-mêmes que de ces effets d'encadrement sur les conduites économiques.

**CSO** : Vous aviez aussi abordé le sujet de l'abondance, de la surconsommation...

**Sophie Dubuisson-Quellier** : Oui tout à fait parce que s'agissant des questions de consommation et de la manière dont elles sont traitées aussi bien d'ailleurs par les pouvoirs publics que par les mobilisations, il y a cette idée que la crise écologique est pour une grande partie liée au fait que les pratiques de consommation sont beaucoup trop importantes, trop abondantes et que ça a des effets assez néfastes sur l'environnement, sur le climat. Donc c'est tous les débats autour de nos modes de vie qu'il faudrait changer pour pouvoir sortir de cette crise écologique. On a l'idée comme ça que la consommation est vraiment l'espace dans lequel tout va se résoudre et comme mes travaux montrent que cette consommation est très largement encadrée, façonnée, orientée, et notamment beaucoup par le marché, aussi un petit peu par les pouvoirs publics. J'ai voulu montrer c'est que cette économie de l'abondance n'est pas liée à la consommation - la consommation en est la résultante - mais elle est beaucoup liée à une économie de l'abondance, qui résulte des modèles économiques qui sont privilégiés par l'ensemble de nos organisations économiques. C'est à dire qu'on a aujourd'hui des entreprises qui produisent énormément, qui produisent des volumes extrêmement importants et la raison principale de ça, c'est que à la fois, on a des outils macroéconomiques qui nous organisent autour de cette idée d'abondance puisqu'il faut avoir des niveaux de production très élevés dans nos sociétés pour pouvoir avoir des niveaux de PIB (produits intérieurs bruts) élevés pour pouvoir viser des objectifs de développement économique. Cela s'est inscrit dans nos instruments économiques, dans les instruments de pilotage de l'entreprise. On a aussi cette abondance qui est très fortement inscrite puisqu'aujourd'hui on ne sait produire de la valeur qu'en produisant des volumes extrêmement importants. Ces volumes extrêmement importants vont pouvoir permettre de réaliser des économies d'échelle donc de faire diminuer les coûts de la production pour chaque unité produite. Cette diminution des coûts va pouvoir permettre de dégager de la marge, donc de la rente, mais aussi va permettre en fait de vendre moins cher et d'accéder à des marchés de plus en plus larges. On a vraiment ce cercle vicieux et cette production très abondante est parfois très largement excédentaire, c'est à dire on a besoin de produire beaucoup non pas parce que la demande est forte mais parce que c'est ça qui va produire la rente, et c'est ça qui va permettre de vendre moins cher. Et du coup, ces excédents de production nécessitent qu'on alimente de manière récurrente la consommation pour soutenir la vente de ces produits, donc la consommation est maintenue en surrégime pour les besoins de nos modèles économiques. Il faut apprendre à vendre beaucoup, donc à des marchés de plus en plus larges d'où cette globalisation. Il faut vendre plusieurs fois donc toute l'économie de la variété, c'est façon de nous vendre plusieurs fois les mêmes objets. Il faut nous faire racheter à nouveau des produits qu'on a déjà, donc le renouvellement, l'innovation, l'obsolescence etc. sont les moyens qui existent aujourd'hui pour que les consommateurs rachètent des produits qu'ils ont déjà, toujours pour pouvoir écouler cette production. Et d'ailleurs, on n'arrive pas à les couler complètement puisque c'est surplus, on va les retrouver dans la destruction de produits, dans du déchet - par exemple pour le textile ou même l'alimentaire - on a ces volumes énormes et on a d'abord une problématique de surproduction dont la surconsommation est la résultante.

**CSO** : Votre mandat au Haut Conseil pour le Climat qui est donc une instance consultative indépendante qui travaille sur la politique climatique du gouvernement, se termine en juin, en juin 2024. Quel regard portez-vous sur ces cinq années ?

**Sophie Dubuisson-Quellier** : Ça a été cinq années tout à fait passionnantes. Effectivement, c'est une instance indépendante qui a été créée par le Président de la République à la suite du mouvement des gilets jaunes et dont la vocation est d'évaluer les politiques climatiques du gouvernement, de l'État français. C'est une instance qui est fondée sur une base d'experts. Nous sommes très experts, pardon nous sommes treize experts - j'espère qu'on est aussi très experts ! Nous sommes treize experts dans différents domaines où les sciences sociales sont plutôt très minoritaires. Les compétences de cette instance sont plutôt vers les sciences de l'ingénieur, l'économie, la climatologie, l'agronomie etc. et ça a été vraiment cinq années passionnantes puisque il s'est agi justement de travailler aux côtés de collègues de sciences dures et avec l'appui d'un secrétariat aussi qui est plutôt orienté du côté de ces sciences pour évaluer des politiques publiques qui sont quant à elles beaucoup façonnées par ce que l'on sait du côté des sciences sociales, c'est à dire des rapports de force des structures d'intérêt. Ça été particulièrement intéressant de mener ce travail d'évaluation.

**CSO** : Alors dernière question que je pose à chacun de mes invités. Selon vous, quelle est la place du sociologue aujourd'hui dans notre société et quelle place devrait-il ou elle prendre ?

**Sophie Dubuisson-Quellier** : S'agissant des sujets que je traite mais c'est probablement le cas pour beaucoup d'autres, c'est à dire en l'occurrence celui de la transition écologique. J'aurais tendance à dire que la place des sciences sociales et du sociologue sont absolument centraux parce que cette affaire de transition n'est pas qu'une affaire d'échange de carbone ou de gaz à effet de serre, c'est d'abord une question d'organisation sociale. J'en ai parlé avec la question de l'abondance, ce sont les choix qui ont été faits dans nos sociétés qui ont eu cet accès à des énergies fossiles très abondantes et ce sont ces sociétés qui se sont construites dans cette dépendance très forte aux énergies fossiles et aujourd'hui finalement raisonnée. Ce qu'on appelle la décarbonation où la question même de la sobriété suppose, non pas de faire des petits ajustements à la marge et on ne peut pas retirer comme ça les énergies fossiles de nos modes de fonctionnement, il faut les repenser, il faut repenser nos modèles économiques. J'en parlais avec la surproduction, cette surproduction est possible tant que les énergies sont abondantes et ne posent pas de problème. À partir du moment où cet usage pose des problèmes quant à la survie même de l'humanité, il faut repenser complètement cette question-là et ça engage très fortement les sciences sociales. La difficulté aujourd'hui, c'est que la sociologie n'est pas complètement une science de gouvernement, c'est à dire que les sociologues sont finalement très peu présents dans les structures de l'État pour orienter cette réflexion et aujourd'hui sur la transition, je pense qu'on perd encore beaucoup de temps à laisser de côté ces dimensions sociales pour lesquelles, nous les sociologues, nous avons beaucoup de choses à apporter.

**CSO** : Merci Sophie. C'était le podcast Objets Trouvés du CSO. Si vous avez aimé cet épisode abonnez-vous sur votre plateforme d'écoute préférée et faites-le savoir autour de vous.